

**Dr. Elie Yachoui**  
**Professeur d'Économie**

Puisqu'aucun responsable politique ou économique n'accepterait d'être sujet d'investigation dirigée contre lui surtout lorsqu'il en est le décideur, il y a très peu de chance de voir ce douteux forensic audit atteindre ses objectifs. D'abord, on trouve de multiples failles dans le contrat qui est signé avec A&M middle east et non avec la société mère. Ensuite, les dirigeants s'acharnent à trouver les moyens pour répartir les pertes au lieu de les compenser ou les indemniser au moyen de poursuite judiciaire conduite contre tous ceux qui ont été la cause. D'ailleurs, la compensation des 180 milliards de dollars de perte globale dont 120 milliards de dollars de dépôts bancaires à la veille du crash, ne pourrait se faire par la voie du FMI ou de n'importe quel pays étranger, mais uniquement au moyen de la récupération des deniers perdus. Sinon, le Liban ainsi que son économie ne s'en remettront jamais. Un système bancaire, des institutions gouvernementales et tout un secteur privé ne peuvent fonctionner normalement sans ressources financières suffisantes dont le Liban en est et en sera privé tant que les dépôts bancaires demeurent perdus ou sous-évalués et son défaut financier sera difficilement réglé avec ses créanciers extérieurs.